

Le prix Nobel de la Paix à l'AIEA !?

« La solution la plus satisfaisante pour l'avenir des utilisations pacifiques de l'énergie atomique serait de voir une nouvelle génération qui aurait appris à s'accommoder de l'ignorance et de l'incertitude... »

Extrait d'un rapport publié par L'OMS.

Un accord passé en 1959 entre l'AIEA et l'OMS donne le droit à l'AIEA de sélectionner les rapports des scientifiques et des médecins sur les effets des radiations nucléaires ? Certains rapports de l'OMS, trop alarmistes au goût de l'AIEA, ne sont ainsi carrément pas publiés !

AIEA : Agence Internationale de l'Energie Atomique

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

Des atomes pour la paix

Alfred Nobel est mort à San Remo, dans les bras d'un domestique. Ayant passé sa vie à améliorer la qualité et les capacités des explosifs, il est mort forcément très riche. Au grand dam de ses héritiers, Alfred légua son immense fortune à la création d'une fondation portant son nom et chargée de récompenser des écrivains, des « défenseurs de la paix » et surtout des artisans du progrès scientifique. Il est vrai que les revenus du capital de ses 355 brevets exploités dans ses 80 usines réparties dans 20 pays, produisant toutes sortes d'explosifs, permirent largement de soutenir « les hommes de bonne volonté oeuvrant pour faire progresser l'humanité » dixit Alfred.

Cette année, les vénérables représentants du comité Nobel hésitèrent. En effet, parmi les candidats potentiels se trouvait Nihon Hidankyo, une organisation japonaise représentant les survivants des bombardements atomiques de 1945, et son chef de file, Senji Yamaguchi, grièvement brûlé à 14 ans par la bombe larguée sur Nagasaki. Mais voilà, décerner un prix Nobel aux victimes des bombes américaines lâchées sur des populations civiles depuis des avions de l'US AIR FORCE et qui firent plus de 400.000 victimes, cela ne fait pas très diplomatique. Et de surcroît, cela aurait eu l'inconvénient de donner une tribune internationale aux premières victimes de l'âge atomique et d'écouter ce qu'elles ont à dire soixante ans exactement après l'anéantissement de Hiroshima et Nagasaki. Ainsi, les membres du comité de l'inventeur de la dynamite écartèrent l'idée de remettre le prix aux représentants des victimes pour finalement le remettre solennellement aux représentants... des bourreaux.

L'AIEA reçut donc le prix Nobel de la paix, 48 ans après sa création.

L'industrie au service de l'armée

En décembre 1953, devant les nations unies, le président américain Eisenhower prononça un discours fleuve au titre évocateur : « Des atomes pour la paix ». Ce jour-là, Eisenhower annonça un programme de développement gigantesque faisant usage du nucléaire « pour produire à des coûts insignifiants, l'énergie devant apporter la prospérité aux pays pauvres du monde ».

Derrière ces phrases se dissimulait l'intention évidente que pour doter l'arsenal américain de bombes thermonucléaires, il fallait que toute l'Amérique soit transformée en entreprise

pour l'extraction, la production, l'enrichissement et le retraitement d'uranium. Pour cela, il était indispensable d'obtenir le concours des universités pour enseigner la physique et la technologie nucléaire, mais aussi l'aval du public pour tolérer les déchets et les transports. **Il fallait impérativement mettre en place une couverture industrielle que tous approuveraient et soutiendraient, même parmi ceux qui contesteraient la bombe.**

Plus ou moins en même temps, en France, se pointait à l'horizon, le programme de nucléarisation de la société qui devait permettre à l'Etat d'accéder au rang des « grandes puissances ». Outre l'accès à la bombe, la libération de l'énergie apparaissait comme une condition de l'accession au « progrès ». La force de travail ainsi transmuée en énergie électrique devait effectivement engendrer une véritable révolution dans la production, les transports et les communications. Dès lors, dans les pays « développés », science, politique, économie, industrie et armée seront étroitement imbriquées et impliquées dans le développement de la « société nucléaire ».

L'AIEA contrôle l'information

Si l'entrée dans « l'âge atomique » démontra que les pays possédant la technologie de maîtrise de l'atome s'assuraient la supériorité et le partage du monde, la société nucléaire démontra également qu'elle n'avait d'autre alternative que de devenir en même temps la société du contrôle, du mensonge et de l'opacité.

Ainsi, en 1957, fut décidée la création de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique qui, sous l'égide du conseil de sécurité de l'ONU, devint le principal pilier du lobby nucléaire mondial. Si ces derniers jours, la presse et les médias en général ont mis l'accent sur le rôle de l'agence dans le cadre de la guerre en Irak, ils ont bien entendu omis de préciser que l'objectif statutaire principal de l'AIEA est « d'accélérer et d'accroître la contribution de l'énergie atomique pour la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier ». (Inutile de revenir ici précisément sur le fait largement démontré depuis des lustres qu'il n'y a aucune frontière entre le nucléaire civil et militaire, le cas du CEA est éloquent à ce propos). L'agence est donc chargée de promouvoir mais aussi de contrôler, et pas seulement les risques de proliférations, mais surtout d'avoir la mainmise sur toutes informations qui risqueraient de mettre en péril ce à quoi elle est destinée : la promotion de l'atome au niveau mondial. **L'enjeu est de taille, car conscients de l'ampleur des désastres potentiels inhérents à l'atome et ses menaces pour la santé des populations et pour l'environnement, les pays industrialisés devaient faire oublier les victimes d'Hiroshima et Nagasaki et préparer l'opinion publique à accepter les risques effroyables associés au développement des techniques nucléaires.**

L'OMS sous le joug de l'AIEA

Le coup de maître de l'agence fut sans aucun doute la prise de contrôle de l'OMS pour tout ce qui concerne le nucléaire.

Le 28 mai 1959, un accord fut conclu entre l'AIEA et l'OMS dans lequel les deux parties reconnaissaient « Qu'il appartient à l'AIEA d'encourager, d'aider et de coordonner dans le monde entier les recherches ainsi que le développement et l'utilisation pratique de l'énergie atomique à des fins pacifiques(...), sans que cela ne porte préjudice aux droits de l'OMS de se consacrer à la promotion, au développement et à l'assistance ainsi qu'à la coordination du travail réalisé à l'échelle internationale en matière de santé, et à la recherche sur tous ses aspects ». Le point 3 de l'article 1 de l'accord stipule : « chaque fois qu'une des deux parties se propose d'entreprendre un programme ou une activité dans un domaine qui représente ou peut représenter un intérêt majeur pour l'autre partie, la première consulte la seconde en vue de régler la question d'un accord commun ». Et ceci se précise avec l'article 3 qui préconise entre autres que : « *des arrangements doivent être nécessaires pour sauvegarder le caractère confidentiel de certains*

documents ».

Silence complice

De fait, les intérêts de l'AIEA devenaient supérieurs et invalidaient la mise en place d'études pouvant leur nuire. **L'OMS devenait dès lors simultanément, un organisme de promotion de la santé publique et d'une activité industrielle à haut risque pour la santé sans que cela ne perturbe qui que ce soit.** L'AIEA considérant depuis la signature de cet accord qu'elle est seule responsable pour la distribution des informations en ce qui concerne l'effet des radiations sur la santé publique, tandis que l'OMS peut apporter sa contribution en matière de soins médicaux et d'assistance publique sanitaire. Dès 1959, un des nombreux rapports publiés par l'OMS stipulait : **« La solution la plus satisfaisante pour l'avenir des utilisations pacifiques de l'énergie atomique serait de voir une nouvelle génération qui aurait appris à s'accommoder de l'ignorance et de l'incertitude... »**

Rien d'étonnant donc que l'OMS ait protégé le délire des élites atomistes.

Aujourd'hui, on estime qu'entre 1946 et 1962, époques des essais nucléaires aériens des USA et de l'URSS, à peu près 150 millions d'Américains et autant de Soviétiques ont été contaminés par l'équivalent de 10 000 bombes d'Hiroshima, soit 300 millions de personnes. Aucune étude réelle sur l'impact des 6 milliards de tonnes de résidus miniers radioactifs (50 millions pour la France), dont on ne sait pas quoi faire, n'a vu le jour. Et encore moins, sur les millions de tonnes que représenteront le démantèlement des centrales actuelles. Quant à l'impact des différents incidents survenus depuis 50 ans, silence radio.

L'incident le plus grave, survenu en 1957 dans l'Oural à Tcheliabinsk, bien plus redoutable que celui de Tchernobyl fut dissimulé au monde pendant 40 ans. A propos de Tchernobyl, l'AIEA a longtemps limité à 31 morts le nombre des victimes, chiffre que l'on retrouve encore aujourd'hui dans les manuels scolaires. Un rapport récent, issu du forum Tchernobyl regroupant l'AIEA et diverses agences de l'ONU prétend faire un bilan de *« l'ampleur réelle »* de la catastrophe : *« 50 membres des équipes d'interventions décédés d'irradiations aiguës, 9 enfants morts d'un cancer de la thyroïde et 3940 décès en tout dus à un cancer radio induit ».*

L'AIEA et l'OMS ont volontairement minimisé l'impact de la catastrophe en limitant par exemple le nombre de liquidateurs qui passe par miracle de 600 000 à 200 000, de même les habitants des zones les plus contaminées sont réduits de huit millions de personnes à ... 270 000 habitants.

Tout va bien à Tchernobyl

De plus, les deux agences considèrent que la radiation ambiante dans la région est normale. *« La plupart des travailleurs chargés d'assurer le retour à la normale et ceux qui vivent dans les zones contaminées ont reçu des doses d'irradiation relativement faible, comparable aux niveaux du fond naturel de rayonnement et inférieures aux doses moyennes que reçoivent les gens qui vivent dans certaines parties du monde où le fond naturel de rayonnement est élevé ».*

Et au cas où cela ne suffirait pas, le rapport de l'ONU précise que les maladies provoquées par les radiations sont virtuelles : *« L'impact de Tchernobyl sur la santé mentale est le plus grand problème de santé publique que l'accident ait provoqué à ce jour. (...) Les personnes concernées ont une perception négative de leur état de santé, convaincues que leur espérance de vie a été abrégée. Cela a suscité chez elles des réactions totalement irresponsables se manifestant par l'abus d'alcool et de tabac et par le vagabondage sexuel non protégé ».* Circulez, il n'y a rien à voir.

Ainsi, les experts de l'AIEA et de l'OMS qui en 1986-1987 ont opté pour la non évacuation de zones contaminées près de Tchernobyl, condamnant des centaines de milliers de personnes, rédigent aujourd'hui les rapports entérinant leurs attitudes. Il est vrai que l'AIEA a obtenu il y a bien longtemps que ses fonctionnaires et experts puissent accomplir leur besogne en toute quiétude, ils bénéficient en effet d'une immunité juridique totale, aussi bien pendant l'exercice de leur mandat qu'après la fin de celui-ci.

Une institution qui joue si bien son rôle mérite bien un prix Nobel de la paix.

Moravagine

Cet article est paru dans le journal « L'Ire des Chênaies » d'octobre 2005.

Il s'agit du journal d'information de radio Zinzine, la radio libre de la coopérative [Longo_Mai](#) qui émet dans le département des Alpes de Haute Provence.

Si vous n'habitez pas dans la région, vous pouvez quand même écouter cette excellente radio grâce à Internet.

[Le site de radio zinzine :](#)

<http://radio.zinzine.free.fr/>